



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1990/NGO/22
17 août 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-deuxième session

Point 15 de l'ordre du jour

DISCRIMINATION A L'ENCONTRE DES PEUPLES AUTOCHTONES

Communication écrite présentée par Human Rights Advocates,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est
distribuée en application de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique
et social.

[15 août 1990]

DESTRUCTION DE LA FORET TROPICALE HUMIDE AU SARAWAK (MALAISIE) ET DES PUNAN,
UN PEUPLE AUTOCHTONE EN PERIL

I. INTRODUCTION

1. Les Punan sont un peuple en péril. Ce peuple autochtone du Sarawak (Malaisie), dans la partie septentrionale de Bornéo, est menacé de disparition depuis qu'il lutte pour protéger ses terres ancestrales contre le déboisement auquel se livrent les entreprises d'exploitation forestière malaisiennes et étrangères et il est en train de perdre la bataille. Dans quelques mois, il ne devrait plus y avoir de Punan nomades : la partie de la forêt tropicale humide du Sarawak où ils vivent n'existera plus, ses arbres auront été abattus et le bois vendu à l'étranger; les nomades seront forcés d'aller s'installer dans les "grandes maisons" des bidonvilles disséminées au bord des routes.

II. HISTORIQUE ET EXPOSE DES FAITS

2. Les Punan comptent parmi les derniers peuples véritablement nomades de la forêt tropicale humide, et leur culture est vieille de plusieurs milliers d'années. Ecologistes accomplis, ils sont les premiers occupants de la forêt la plus ancienne et la plus riche de la planète.

3. Mais la politique menée par le Gouvernement malaisien, à l'égard de la forêt tropicale humide est l'une des plus destructrices qui soient. Le gouvernement encourage ouvertement l'exploitation forestière dont la production est exportée massivement vers les usines de transformation du cartel japonais du bois. Depuis plusieurs années, les Punan luttent pour garder leurs terres et préserver leur mode de vie. Il s'agit d'une lutte non violente qui consiste principalement à former des barrages humains pour empêcher l'ouverture de nouvelles routes d'exploitation. Malgré cela, il n'y a plus aujourd'hui sur le territoire punan une seule parcelle qui ne soit menacée. L'abattage effréné autorisé par les pouvoirs publics a conduit à réinstaller les autochtones dans des bidonvilles constitués de "longues maisons" situées en bordure des routes, et a contraint ces derniers à se tourner vers des pratiques agricoles non traditionnelles.

4. Le groupe malaisien de défense des droits de l'homme, Sahabat Alam Malaysia (SAM), et des organisations américaines, comme l'Endangered Peoples Project et la Congressional Human Rights Foundation ont démontré que les peuples autochtones, et spécialement les Punan, qui tirent leurs moyens de subsistance de la forêt et des cours d'eau sont contraints de trouver dans un périmètre de plus en plus restreint les aliments et l'eau dont ils ont besoin. Qui plus est, ces ressources sont le plus souvent polluées, d'où des problèmes de malnutrition jusqu'alors inconnus dans ces populations, la propagation de nombreuses maladies infectieuses, un taux anormalement élevé de malformations congénitales, ainsi que des maladies liées à la consommation de sucre, d'alcool et de tabac, et à la dépendance à l'égard de ces produits.

5. Le désespoir des Punan ne cesse de grandir avec le développement des opérations d'exploitation forestière, responsable de la destruction des forêts et de la dégradation des cours d'eau dont ils tirent leurs moyens d'existence. A cela s'ajoutent les carences alimentaires et le manque de soins médicaux qui diminuent encore leur résistance nerveuse.

6. Non seulement les autorités continuent d'ignorer les appels des Punan mais les tribunaux tardent à examiner les plaintes pour violation du droit coutumier, les derniers retranchements punan s'opposant à la progression des machines sont balayés sans ménagement et les efforts déployés au niveau international n'ont eu à ce jour pour tout résultat qu'une intensification des opérations d'abattage (dans certaines zones disputées, on a en fait institué le système des trois-huit, trois équipes de bûcherons se relayant jour et nuit). Ce déboisement de la forêt tropicale s'accompagne de la disparition de plantes qui offraient des perspectives prometteuses pour la recherche de nouveaux médicaments.

7. Ces activités de déboisement et ces opérations de réinstallation privent le peuple autochtone de ses moyens de subsistance et détruisent sa culture mais le gouvernement fédéral et les autorités de l'Etat ne font rien pour empêcher cela. Ces violations des droits du Punan ont été démontrées et portées à plusieurs reprises à l'attention des autorités du Sarawak et du Gouvernement malaisien, mais ceux-ci les ont ignorées ou ont opposé aux plaignants une fin de non-recevoir. Les autorités du Sarawak continuent de délivrer des autorisations aux entreprises d'exploitation pour leur permettre de déboiser des terres qui sont nécessaires à la survie des Punan. Ce déboisement qui se poursuit de façon effrénée avec l'accord des autorités a entraîné et entraînera encore des violations des droits de l'homme, comme nous allons le voir ci-après.

III. ANALYSE JURIDIQUE

A. Charte internationale des droits de l'homme

Le droit à la vie (Déclaration universelle des droits de l'homme, article 3)

8. Les sources d'approvisionnement alimentaire des Punan nomades s'épuisent au rythme des coupes effectuées dans la forêt tropicale humide où le travail de déboisement s'effectue désormais 24 heures sur 24. En autorisant et/ou en acceptant de telles activités, les autorités du Sarawak et le Gouvernement malaisien montrent qu'ils ne se soucient nullement d'assurer la survie des Punan en tant que population nomade et violent le droit universellement reconnu à la vie.

Le Droit à la santé et au bien-être (Déclaration universelle des droits de l'homme, article 25 (1))

9. Un peuple ne peut en aucun cas être privé de ses moyens de subsistance. Or, les Punan nomades tirent tous leurs moyens de subsistance de la forêt dans laquelle ils vivent. C'est elle qui leur procure aliments, abris, substances médicinales et matières premières pour la fabrication d'objets traditionnels. La destruction de cet habitat signifie pour les Punan la perte certaine de la santé et du bien-être.

Le Droit à la culture et à la protection du patrimoine culturel (Déclaration universelle des droits de l'homme, articles 22 et 27)

10. Si le déboisement de la forêt tropicale humide au Sarawak se poursuit au rythme actuel, la culture des Punan nomades aura littéralement disparu dans quelques années. Il ne restera plus à ce peuple aucune parcelle de forêt où vivre à la façon de ses ancêtres. Pour satisfaire des intérêts occidentaux,

les Punan seront contraints de renoncer à leurs habitudes de nomades et d'adopter un style de vie qui leur était inconnu jusque-là : celui des bidonvilles à la lisière de forêts rasées. En autorisant et/ou en acceptant une forme d'exploitation forestière qui conduit à la destruction de la forêt et à la destruction de la culture punan, l'Etat bafoue le droit du peuple punan à la protection de son patrimoine culturel.

Le droit à la non-discrimination (Déclaration universelle des droits de l'homme, article 7)

11. Le Gouvernement malaisien et l'Etat du Sarawak exercent une discrimination culturelle à l'encontre des Punan par le biais de leur législation et leur politique foncières. En autorisant des entreprises d'exploitation forestière locales et étrangères à poursuivre leur travail de déboisement, le gouvernement n'a tenu aucun compte du droit des Punan à poursuivre leur existence nomade dans la forêt tropicale humide. Ceux-ci n'ont jamais pu faire entendre leur voix, alors même que les terres en question sont indispensables à leur survie et à la protection de leur patrimoine culturel.

Le droit de ne pas être arbitrairement privé de sa propriété (Déclaration universelle des droits de l'homme, article 17)

12. Etant nomades, les Punan ne sont pas "propriétaires" au sens donné à ce terme dans la plupart des législations occidentales, mais ils ont des droits coutumiers sur leurs terres. Les Punan occupaient dans la forêt un territoire déterminé sur lequel ils avaient un droit de passage et où ils enterraient leurs morts. En outre, ils sont totalement tributaires de l'écosystème forestier pour leur subsistance quotidienne. L'Etat n'a pas protégé leurs droits coutumiers sur ces terres et ne les a pas non plus justement indemnisés de leur perte, en violation de ses propres lois et de ses engagements internationaux.

La réinstallation forcée (Déclaration universelle des droits de l'homme, articles 13 et 17)

13. L'aptitude des Punan à se déplacer librement dans la forêt où ils vivent est déjà fortement réduite par les opérations de déboisement, et dans quelques mois, quand toute cette forêt aura disparu, ils n'auront plus la moindre liberté de mouvement. Qui plus est, le gouvernement leur a interdit de se déplacer et de s'installer dans certaines zones, ("parklands") qui constituaient leurs terres ancestrales. Lorsque la partie de la forêt tropicale humide où ils sont aujourd'hui confinés aura été détruite, ce qui est imminent, ils ne pourront plus du tout se déplacer sur leur propre territoire.

B. Instruments internationaux relatifs aux ressources naturelles et droits de l'homme

14. Le sort réservé aux Punan confirme le lien étroit qui existe entre les droits de l'homme et l'environnement. Si, en vertu du droit international, tout Etat est libre d'exploiter ses ressources naturelles il n'est pas habilité à le faire d'une manière qui viole les droits de l'homme de sa population. L'Etat est tenu de pourvoir au bien-être de ses ressortissants, y compris sa population autochtone. Même si le gouvernement décidait

d'indemniser les Punan pour la confiscation de leurs terres, il ne pourrait pas réparer ainsi le préjudice affectif et culturel causé à ce peuple. Ce n'est sans doute pas en leur versant des indemnités qu'il permettra à ces nomades de retrouver les conditions de vie qui étaient les leurs et qu'il pourra assurer leur bien-être.

15. La Déclaration de Stockholm de 1972 reconnaît à tous les hommes le droit à une existence saine, à une alimentation adéquate et à une eau non polluée. Elle prévoit en outre que les établissements humains et les programmes d'urbanisation doivent être planifiés de façon à éviter les atteintes à l'environnement et à obtenir le maximum d'avantages sociaux, économiques et écologiques pour tous.

16. La Charte mondiale de la nature prévoit que les activités comportant un degré élevé de risques pour la nature seront précédées d'un examen approfondi de ces derniers. Non seulement la destruction de la forêt tropicale humide menace l'habitat et les espèces biologiques de la forêt, mais les opérations de déboisement effréné autorisées par l'Etat provoquent une érosion massive des sols qui constitue une menace pour les cours d'eau et compromet la qualité de l'eau que boivent les autochtones du Sarawak.

17. Le Gouvernement malaisien a rejeté les demandes des Punan visant à classer leur forêt comme réserve biosphérique protégée. La réserve biosphérique internationale est un ajout récent aux catégories de gestion des espaces naturels pour la conservation que l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) a reconnues en 1984. Cette notion est apparue dans le cadre du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO, et au cours des dix dernières années, elle en est devenue l'un des éléments centraux. La forêt qui sert d'habitat aux Punan mérite l'appellation de zone protégée selon les critères de l'UICN.

IV. RECOMMANDATIONS ADRESSEES A LA SOUS-COMMISSION

18. Compte tenu de la situation critique dans laquelle se trouve le peuple Punan, Human Rights Advocates, de concert avec le Natural Heritage Institute, demande respectueusement à la Sous-Commission d'étudier la possibilité :

1. de désigner un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dont sont victimes les Punan et d'autres tribus du fait des activités de déboisement de la forêt tropicale humide au Sarawak, en Malaisie, et d'autres formes de dégradation de l'environnement;
 2. d'inviter le Gouvernement malaisien à réparer les violations dont sont victimes les populations susmentionnées et à prendre d'urgence des mesures de protection en faveur des Punan nomades et de leur forêt;
 3. de demander à l'ensemble des nations d'appuyer la création d'une réserve biosphérique internationale pour la protection des Punan et d'autres tribus autochtones.
-